**Etat des lieux des connaissances et besoins en formation des acteurs chargés de la mise en application de la loi 2015 – 031 portant incrimination de l’esclavage et des pratiques esclavagistes (Rapport d’étape)**

**Introduction**

Depuis sa publication et comme les lois qui l’ont précédée, la loi 2015 – 031 portant incrimination de l’esclavage et des pratiques esclavagistes adoptée le 10 septembre 2015 se heurte à des difficultés d’application par les acteurs qui en ont la charge.

Les informations recueillies auprès des services judiciaires mauritaniens montrent que de nombreuses plaintes y ont été déposées – parfois depuis plusieurs années –. Mais que celles – ci seraient presque restées toutes sans suite. Il serait question maintenant de transférer ces affaires aux nouvelles Cours criminelles de justice.

Il y aurait des obstacles à l’application des mesures législatives prises en vue de l’éradication du phénomène de l’esclavage et de ses séquelles.

L’esclavage est une pratique incompatible avec le principe de l’égalité des citoyens.

Dans le droit international, l’esclavage est défini comme « l’état ou la conditio d’un individu sur lequel s’exercent les attributs de la propriété ou certains d’entre eux ». Cette définition a été r par bon nombre de reprise par bon nombre de conventions internationales, notamment la Convention supplémentaire relative à l’abolition de l’esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues (1956). Les Convention de l’OIT élaborées pour mettre fin au travail forcé ont renforcé la structure de lutte contre les pratiques similaires à l’esclavage (29 et 105). Plus tard des conventions ont été rédigées pour couvrir les formes émergentes d’esclavage, notamment la Convention 182 de l’OIT (1999) sur les pires formes de travail des enfants et le Protocole visant à pré venir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier les femmes et les enfants (2000).

La Mauritanie a signé l’ensemble des conventions internationales sur les droits de l’homme qui interdisent expressément l’esclavage. Elle a également ratifié les conventions suivantes : la Convention internationale sur l’élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants, la Convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes, la Convention sur les droits de l’enfant et le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l’enfant concernant la vente d’enfants, la prostitution d’enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

*Toutefois, la Mauritanie a émis des réserves fondées sur la loi islamique* par rapport au Pacte relatif aux droits civils et politiques, à la Convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes et à la Convention sur les droits des enfants.

La Mauritanie a également ratifié les instruments régionaux suivants : la Charte africain des droits de l’homme et des peuples (qui interdit l’esclavage), le Protocole à la Charte africaine des droits de l’homme et des peuples sur les droits des femmes en Afrique et la Charte des droits et du bien – être de l’enfant.

La Mauritanie est liée par ces instruments internationaux et doit les appliquer en vertu notamment de sa Constitution qui dispose en son article 80 que « les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l’autre partie ».

Par ailleurs, sa Constitution proclame le droit de tous ses citoyens à l’égalité et à la dignité.

Sur la question de l’esclavage – et en conformité avec ses engagements internationaux - elle a adopté la loi n° 2015 – 031 du 10 septembre 2015 portant incrimination de l’esclavage et réprimant les pratiques esclavagistes.

Malgré ces instruments légaux internationaux et nationaux, il apparaît que l’esclavage et ses séquelles n’ont pas été éradiqués en Mauritanie, selon plusieurs ONG nationales et étrangères et la rapporteuse spéciale des Nations Unies.

Le gouvernement mauritanien nie l’existence de l’esclavage en Mauritanie et soutient l’existence et la persistance de ses séquelles.

D’après un document officiel datant d’avril 2007 - la Stratégie Nationale d’éradication des séquelles de l’esclavage – les séquelles de l’esclavage se manifestent à travers notamment :

* L’existence de stigmates psychologiques et la persistance chez les anciennes victimes du sentiment d’inégalité et d’injustice ;
* Les nombreux cas de contestation de paternité et les litiges résultant de l’héritage ;
* La non – rémunération du travail en milieu rural ;
* Le travail des enfants ;
* La pratique du métayage dans l’arrière pays ;
* Le faible accès à la propriété foncière et les conflits qui en découlent du fait de la tenure collective de la terre ;
* Etc.

Aussi, les efforts du Gouvernement ont – ils toujours visé à les éradiquer.

Sur ce plan, il se félicite de résultats, sans toutefois avoir éradiqué ces séquelles.

Quant à l’application de la loi de 2015, le Gouvernement reconnaît qu’elle reste encore timide en dépit de la mise en place de Cours spéciales criminelles. Il faut noter en effet qu’un seul jugement a été rendu sur la question depuis la publication de la loi.

Par rapport aux textes précédents (ordonnance de 1981 et la loi de 2007), le Gouvernement justifiait les maigres résultats atteints par le fait que « la Justice a connu par le passé, une véritable instrumentalisation politique qui l’a écartée de ses principales missions c’est – à – dire l’application de la loi pour garantir la jouissance des droits constitutionnels et préserver les libertés et les droits des citoyens dans l’impartialité et la neutralité (cf. Feuille de route pour l’éradication des séquelles de l’esclavage). De ce fait, selon le Gouvernement, les victimes de l’esclavage et des pratiques analogues n’ont pas eu droit à la protection et encore moins à des réparations.

Cette explication avait permis à certains d’espérer de sa part une plus grande volonté en faveur de la mise en application de la nouvelle loi. Mais comme précédemment souligné, l’application de la loi de 2015 n’a pas eu lieu et si le gouvernement n’en donne pas les raisons, les ONG comme Minority Rights Group International, Anti – Slavery International, Unrepresented Nations and Peoples Organization et Society for Threatened People, dans un rapport datant de…….. estiment que c’est parce que dans ce pays, il ya :

* des entraves à l’application des lois par les fonctionnaires d’Etat ;
* un refus d’appliquer la loi ou de faciliter sa mise en œuvre à tous les niveaux ;
* un déni et une dissimulation importante de l’esclavage ;
* une incapacité totale des systèmes administratif, policier et judiciaire à faire appliquer la loi (Rapport : Application de la législation anti – esclavage : l’incapacité permanente du système judiciaire à prévenir, protéger et punir).

Elles soutiennent ces affirmations par des exemples précis où la justice n’a pas rendu ou pu rendre un jugement.

D’autres ONG expliquent qu’entre autres causes, il y a de façon certaine l’insuffisance de la connaissance de la loi par les acteurs chargés de sa mise en œuvre, insuffisance due au fait qu’aucune action de sensibilisation et/ ou de formation n’a été entreprise en leur faveur.

Ce qui est sûr c’est que le défaut ou l’insuffisance de l’application des textes a entraîné à tout le moins la **perte de confiance des justiciables.**

**Le fléau de l’esclavage persisterait donc pour ces raisons.**

Des études approfondies devraient être entreprises pour comprendre pourquoi depuis 1981 jusqu’à ce jour l’application des lois abolissant, incriminant et condamnant l’esclavage et les pratiques esclavagistes trouvent des difficultés à être appliquées.

Il importe de souligner que la loi 2015 – 031 du 10 septembre 2015 vient combler beaucoup d’insuffisances qui existaient par le passé : par exemple, elle définit l’esclavage et les pratiques esclavagistes de façon précise mais aussi extensive - ce qui représente un grand intérêt pour les magistrats en charge de son application - et octroie aux organisations de la société civile le droit de se constituer partie civile devant les tribunaux pour le compte des victimes. En outre, elle attribue des rôles précis à la société civile, à l’administration (autorités territoriales), aux forces de sécurité et à la Justice dans la lutte contre l’esclavage et les pratiques esclavagistes. Elle aggrave les peines contre les auteurs d’infractions relatives à l’esclavage et aux pratiques esclavagistes et prévoit des mesures d’accompagnement pour sa vulgarisation et l’effectivité des mesures qu’elle contient.

La mise en oeuvre de cette loi devrait pouvoir permettre de réaliser l’objectif d’éradication de l’esclavage en Mauritanie.

C’est à cette fin que le Bureau International du Travail (BIT) a engagé, dans le cadre du Projet Bridge en Mauritanie, une composante qui vise à soutenir les efforts globaux et nationaux pour lutter contre les pratiques de travail forcé ou analogues à l’esclavage dans le cadre du Protocole de 2014 relatif à la Convention sur le travail forcé (C 29) de 1930, ratifié par la Mauritanie en février 2016. Les interventions prévues visent à renforcer le Gouvernement mauritanien, les organisations de travailleurs et d’employeurs, ainsi que la société civile en général, pour soutenir la mise en œuvre de la loi n° 2015 – 031.

Le Projet Bridge est de ceux qui ont soupçonné de la part des acteurs, une insuffisance de leurs connaissances quant aux domaines de la loi de 2015.

Or, **la formation des acteurs sur la loi est une des conditions indispensables à la bonne mise en œuvre de celle – ci.**

La loi reconnaît elle – même cette nécessité lorsqu’elle prescrit que «*l’enseignement et les informations se rapportant à l’incrimination des pratiques esclavagistes doivent faire partie intégrante de la formation obligatoire et continue des personnels civils et militaires chargés de l’application de la loi , notamment les autorités de l’administration territoriale et les autorités judiciaires et sécuritaires »***.**

**Cette disposition justifie à elle seule l’organisation de sessions de formation au profit des acteurs.**

**Mais il ne serait pas superflu** d’initier l’établissement de l’état des lieux des connaissances des acteurs quant aux domaines de cette loi **pour s’assurer de l’existence ou non**  pour eux, **d’un besoin de formation,** et **pour définir** – s’il y a lieu -  **les contours de ce besoin, avant d’entreprendre la formation.**

**L**e Projet Bridge a décidé d’entreprendre cette évaluation au moyen d’une enquête dans les régions du pays considérées comme représentatives et au niveau des acteurs intéressés.

A cet effet, il s’est attaché les services d’un consultant qui a réalisé l’enquête suivant la méthodologie ci-après :

**I – METHODOLOGE DE L’EVALUATION**

1. **Objectifs de l’opération**

Deux objectifs majeurs : 1) déterminer, avant toute activité de formation éventuelle, , le niveau de connaissances des personnes – cibles quant aux domaines de la loi 2015 – 31 ; 2) déterminer, en ces domaines, les besoins en formation des intéressés pour, lorsque cela s’avèrera indispensable, organiser en leur faveur, une ou des sessions de formation ; 3) vérifier que les intéressés ont assimilé ou non le contenu de la loi après leur formation.

L’évaluation, pour être opérante, a tenu compte de la particularité de chacune des catégories des personnes –cibles qui ne relèvent pas toutes des mêmes secteurs.

1. **Acteurs concernés par l’évaluation**

Dans la première partie de cette note, il a été montré que la loi 2015 – 031 distribue les rôles entre les personnes en charge de sa mise en œuvre : il s’agit des autorités de l’administration territoriale, des autorités judiciaires et des autorités sécuritaires. Toutes ont en commun d’avoir la qualité d’officier de police judiciaire.

A ce titre s’applique à eux la disposition suivante de la loi de 2015 : « *Tout officier ou agent de police judiciaire qui ne donne pas suite aux dénonciations de pratiques esclavagistes qui sont portées à sa connaissance est puni d’un emprisonnement de deux à cinq ans et d’une amende de cinq cent mille (500 000) à un million (1000 000) d’ouguiyas ».*

De même, l’article 20 du Code de procédure pénale stipule : « *Les officiers de police judiciaire sont chargés de constater les infractions à la loi pénale, d’en rassembler les preuves et d’en rechercher les auteurs ; ils reçoivent les plaintes et dénonciations ; ils procèdent à des enquêtes préliminaires dans les conditions prévues par les articles 67 à 70 tant qu’une information n’est pas ouverte ».*

Enfin, l’article 22 du même Code précise *: « Les officiers de police judiciaire sont tenues d’informer sans délai le Procureur de la République, des crimes, délits et contraventions dont ils ont connaissance. Dès la clôture de leurs opérations, ils doivent lu faire parvenir directement l’original ainsi qu’une copie certifiée conforme des procès – verbaux qu’ils ont dressés et tous les documents récupérés ; les objets saisis sont mis à sa disposition. Les procès – verbaux doivent énoncer la qualité d’officie de police judiciaire de leur rédacteur ».*

C’est donc l’ensemble de ces personnes qui ont été visées par l’évaluation de leurs connaissances. Il s’agit de :

* **Autorités administratives et élus**

L’évaluation a touché dans chaque wilaya sélectionnée : le wali (gouverneur), son adjoint et ses 2 conseillers, les hakems (Préfets des départements) et leurs adjoints ; elle a été aussi étendue aux élus (les députés et les maires). Pour tenir compte du rôle potentiel de ces derniers dans la sensibilisation et l’appui aux victimes.

* **Acteurs de la justice**

Ont été ciblés : le Président et les 2 conseillers de chaque Cour Criminelle Spéciale, les Procureurs généraux des Cours d’appel, les Présidents des tribunaux, les juges d’instruction, les procureurs, les Présidents des chambres pénales des Cours d’appel des wilayas.

* **Autorités sécuritaires**

A l’échelle de la wilaya, les autorités sécuritaires sont celles qui y sont placées respectivement par les corps de la gendarmerie, de la police et de la garde nationale. Ont donc été visés par l’évaluation :

* Pour la Gendarmerie : les commandants de compagnie et leurs commandants de brigades départementales.
* Pour la Police : les directeurs régionaux de la sûreté et les commissaires de police.
* Pour la Garde nationale : les commandants des groupements régionaux et les commandants de brigades départementales.
1. **Zones d’intervention**

L’esclavage et ses séquelles se manifestant dans presque tout le pays, ce sont normalement toutes les autorités administratives, municipales, judiciaires et sécuritaires qui devaient être concernées par l’enquête.

Il convient de rappeler qu’en vertu de l’ordonnance n° 90 .02 du 30 janvier 1990 l’organisation administrative territoriale du pays se présente comme suit : territoire national divisé en wilayas ou régions administratives, wilayas comprenant des Moughataas ou départements et Moughataas recouvrant une ou plusieurs communes. Il existe dans certains départements des arrondissements.

Les wilayas et les Moughataas sont des circonscriptions administratives dotées chacune d’un organigramme (décret n° 2011 282 du 10 novembre 2011). Actuellement, il existe 15 wilayas, 55 moughataas, 33 arrondissements et 218 communes.

La difficulté à réaliser une opération de cette importance a amené le consultant à proposer de concentrer le travail dans les zones pouvant servir d’échantillons.

Les wilayas du Guidimakha, de l’Assaba et de Nouakchott ont été jugées représentatives des autres, en attendant de pouvoir ultérieurement, et si nécessaire , étendre l’évaluation à toutes les autres wilayas.

Pour l’Assaba, une double raison : zone de concentration humaine importante (2è région du pays par sa population, où persisteraient encore l’esclavage et ses graves séquelles) et engagement prononcé des autorités communales, dans le cadre du Collectif des Maires de l’Assaba, à contribuer pour la mise en œuvre effective de la loi de 2015 (cf., actes de l’atelier de Kiffa du 06 mars 2017).

 Nouakchott est également une zone de concentration humaine importante mais surtout un centre de décision et le siège d’une juridiction spéciale de répression des infractions d’esclavage et de pratiques esclavagistes, et de plusieurs Cours judiciaires. Mais l’évaluation n’a concerné que l’une (1) des trois wilayas de Nouakchott, en l’occurrence Nouakchott 3.

Le Guidimakha présente les mêmes similitudes que l’Assaba en termes de population et de pratiques esclavagistes.

Dans ces wilayas, on trouve respectivement les structures suivantes :

* Assaba : 5 Moughataas et 26 communes, 1 compagnie de gendarmerie couvrant 5 brigades départementales, 1 Direction régionale de sûreté, 1 Commissariat de Police, 1 Groupement Régional de la Garde Nationale avec 5 brigades départementales. La wilaya a 10 députés.

Il y a également 1 Cour Criminelle spéciale (siège à Néma), 1 Procureur de la république, 1 Tribunal, 1 Cour d’appel.

*Nombre de personnes concernées dans cette région* : autorités administratives (14) et élus (36), autorités judiciaires (8), autorités sécuritaires (14) soit au total **72**.

* Guidimakha :

Elle comporte 2 Moughaas et 18 communes, 1compagnie de gendarmerie couvrant 2 brigades départementales, 1 Direction régionale de sûreté, 1 Commissariat de Police, 1 Groupement Régional de la Garde Nationale avec 2 brigades départementales. La wilaya a … députés.

* Nouakchott : divisée en 3 wilayas, chacune avec 3 Moughataas et 3 communes (ces 9 communes forment ensemble la Communauté Urbaine de Nouakchott qui est un établissement public de coopération communale). Le choix a été porté sur la wilaya du sud : population importante où habitent beaucoup de haratines (anciens esclaves) et qui abritent un Tribunal spécial à compétence territoriale étendue.

**L’enquête va commencer très prochainement dans la wilaya Nouakchott – sud.**

Elle concernera les autorités administratives (le Wali, son adjoint, ses 2 conseillers, 3 Hakems et leurs adjoints), les Maires des 3 communes de la wilaya, la Compagnie de gendarmerie qui couvre tout Nouakchott et 1 brigade, le Groupement régional de la Garde nationale qui couvre aussi tout Nouakchott et 3 brigades départementales, la Direction régionale de sûreté et 3 Commissariats de Police. Nouakchott a 9 députés.

*Nombre de personnes concernées dans cette wilaya :* autorités administratives (10), maires et députés (12), autorités judiciaires (7), autorités sécuritaires (10) soit, si possible **39** au total**.**

En somme, L’évaluation va toucher au total  **X** personnes dans les 3 régions administratives sélectionnées, soit:

* Autorités administratives et élus : 43 + X
* Autorités judiciaires : 16 + X
* Autorités sécuritaires : 24 + X
1. **Outils et Modalités de l’évaluation**

Les acteurs sus – mentionnés seront évalués sur la base de la loi 2015 – 31 du 10 septembre portant incrimination de l’esclavage et des pratiques esclavagistes. Celle –ci comporte un chapitre préliminaire, trois chapitres et au total vingt – sept articles. Elle fixe des règles touchant à la définition de l’esclavage et des pratiques analogues à l’esclavage, aux infractions et à leurs sanctions ainsi qu’à la procédure. Elle octroie des droits aux victimes et implique certains acteurs dans sa mise en œuvre.

Le bilan de sa mise en œuvre depuis sa publication reste particulièrement faible, ce qui a laissé penser qu’elle n’est peut-être pas assez connue tant par les victimes que les acteurs de la justice, de l’administration et de la sécurité. Il est aussi possible que l’explication du bilan enregistré tienne en plus à la difficulté de son application. En effet, la loi n’a pas encore été complétée par des mesures d’application (règlements) et par des mesures d’accompagnement.

Il est établi en tout état de cause que cette loi n’a pas reçu la publicité qu’elle devait avoir et que les acteurs n’ont pas été formés sur son contenu.

Tout ceci justifie qu’une enquête ait été faite pour s’assurer du niveau de connaissance de cette loi par les acteurs et au besoin prendre les mesures de rattrapage qui s’imposent tel le renforcement des capacités de ces derniers.

Pour ce faire des outils d’évaluation ont été conçus et utilisés.

**Outils de le l’évaluation**

Les outils doivent ont été adaptés et tiennent compte des rôles tels que définis par la loi de 2015 pour les principaux acteurs de sa mise en œuvre.

Ces outils ont été conçus de manière à permettre de déterminer le niveau de connaissance du contenu de la loi 2015 – 031 par chacun des acteurs et par suite d’établir l’existence ou non d’un besoin de formation.

Il reste entendu qu’au cas où cette dernière est organisée, une deuxième évaluation sera également nécessaire pour s’assurer de l’assimilation par les intéressés du contenu de la loi.

 Les rôles attribués aux acteurs sont succinctement :

* **Pour les responsables territoriaux et les autorités sécuritaires** : donner obligatoirement suite**,** en leur qualité d’officiers de police judiciaire**,**  aux dénonciations de pratiques esclavagistes qui sont portées à leur connaissance (article 18) ;
* **Pour les magistrats**: préserver les droits à réparation des victimes (article 25), prendre toutes mesures conservatoires appropriées à l’encontre des auteurs présumés d’infractions prévues par cette loi (article 21), enfin, donner suites judiciaires aux plaintes à eux adressées ;
* **Quant aux élus** (Maires et députés)que la loi ne vise pas de façon expresse, ce sont d’abord des motifs de fait qui leur confèrent un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la loi : en effet, ils incarnent une légitimité par le fait d’avoir été élus par les populations, légitimité qui leur ouvre droit à agir en tout et partout dans l’intérêt des populations, notamment lorsqu’il s’agit de construire et d’asseoir la cohésion sociale. Ils connaissent le terrain et peuvent sensibiliser et mobiliser autour des objectifs de la loi. Ils peuvent aussi appuyer la société civile et les para juristes dans leur travail d’assistance aux victimes.

 Des motifs de droit obligent aussi les Maires à agir dans le sens de la mise en œuvre de la loi : ils sont en effet des agents de l’Etat. A ce titre, ils sont investis du pouvoir et du devoir d’assurer, sur le territoire communal, « le bon ordre, la salubrité, la tranquillité et la moralité (article 56, Ordonnance n° 87 289 du 20 octobre 1987 abrogeant et remplaçant l’Ordonnance n° 86 134 du 13 août 1986 instituant les communes). Leur appui au travail du para juriste serait décisif pour le succès de la mise en œuvre de la loi.

Compte tenu des objectifs visés, deux types d’outils ont servi à l’évaluation des acteurs : un **questionnaire** et un **guide d’entretien.**

Le **questionnaire** a concerné les Maires et les députés en amont. Il a été conçu de manière à permettre d’amener ces derniers à prendre conscience du lien qu’ils doivent établir entre leurs qualités et rôles respectifs et la loi de 2015.

Utilisé en aval de la formation, il va aussi permettre d’évaluer les autorités administratives, judiciaires et sécuritaires à la fin de la session de formation au cas où cette dernière serait organisée.

Les acteurs répondront, les uns et les autres, à des questions fermées et binaires. Le choix des réponses à donner sera fixe : **oui** ou **non.** Si la réponse est oui, l’enquêteur peut chercher à s’assurer - s’il le juge nécessaire - que la personne interviewée connaît effectivement la réponse exacte à la question posée.

Le **questionnaire sera unique :** il est conçu pour la collecte d’informations tant en amont et qu’en aval de la formation. Il sera toutefois adapté à l’issue de la session de formation et présenté comme pour un test de connaissances. Les intéressés pourront même s’auto – évaluer sur des sujets précis. Il sera fait une étude comparée des réponses enregistrées avant et après la formation ;

Quant au **guide d’entretien**, il concerne les autorités administratives, judiciaires et sécuritaires. Le recours au guide d’entretien est justifié par le fait que lesdites autorités sont considérées comme ayant un niveau de formation plus ou moins élevé qui autorise des discussions.

**Les guides d’entretien,** au nombre de trois (3) sont élaborés en fonction du rôle de chaque catégorie d’acteurs.

Les réponses recueillies grâce au questionnaire et aux guides d’entretien seront toutes analysées pour la détermination des besoins en formation des acteurs.

Ces outils sont repris dans la partie « Résultats de l’enquête », ci - dessous.

**Modalités de l’évaluation**

L’évaluation va être faite dans trois wilayas dont l’une des wilayas de Nouakchott, comme précédemment souligné.

Ses modalités sont définies par rapport à :

* La durée de l’étude  et la répartition du temps entre les wilayas;
* Les ressources humaines qui seront utilisées ;
* Les modalités de collecte des informations : missions de terrain, interviews, entretiens, etc.
* L’exploitation des données.
1. **Ressources humaines**

Le Consultant aura besoin d’être assisté à deux niveaux : celui du travail de terrain et celui de l’exploitation des données.

Pour le travail sur le terrain à l’occasion duquel le contact va être établi directement avec les acteurs, deux (2) assistants ont été recrutés par le consultant : un (1) francophone et un (bilingue) pour faciliter les interviews, les entretiens et les prises de notes. Le travail a été distribué entre les deux assistants par le Consultant selon les circonstances. Ils pourront être recrutés dans leurs lieux de résidence ou à Nouakchott lors du démarrage de la mission. Ils ont accompagné le Consultant pendant la durée du travail de terrain**.**

Pour l’exploitation des données, la participation de deux assistants offrant les mêmes compétences a été également nécessaire : traduction et interprétation des données recueillies sur une importante masse de fiches et notes.

1. **Modalités de la collecte**

Le Consultant a effectué une mission à l’intérieur de chaque région et a recueilli des informations sur les capacités des acteurs.

Les personnes – cibles avaient été informées avant le départ de la mission par lettre ou message du RAC signé, selon le cas, par le Ministre de l’Intérieur et de la Décentralisation ou par le Ministre de la Justice et adressé au Wali concerné pour diffusion et mesures à prendre.

Le Consultant a élaboré sa **feuille de route** (son plan de travail) avant son départ qu’il a communiquée à son arrivée à l’autorité (wali pour la région et hakem pour la Moughataa) pour d’éventuels ajustements et appuis. Dans le souci d’entretenir et maintenir des relations de confiance, il a restitué à cette autorité sa mission en lui en présentant les premières conclusions avant son retour au siège du BIT.

Pour le questionnaire, le consultant a organisé isolément une séance de travail avec chaque Maire et chaque député tenant compte de ce que chacun a voulu être évalué hors la présence de ses collaborateurs et même de ses collègues.

La confidentialité a été assurée à chacun tout le long du travail.

A chaque fois, une interview est organisée : la question est posée par le consultant et la réponse consignée par l’un de ses assistants sur la fiche. Dans les préliminaires, le Consultant a remercié son interlocuteur pour sa collaboration, présenté sa mission et dit notamment quels en sont les objectifs. A la fin de l’interview il a à chaque fois réitéré ses remerciements pour l’ accueil et la précieuse contribution apportée.

Quant au Guide d’entretien, il s’adressait aux autorités.

A chaque occasion, l’entretien a eu lieu à part successivement avec le wali, on adjoint, ses conseillers, le hakem, le Commandant de compagnie, le Commandant de groupement, le Directeur régional de sûreté, le Commissaire de police et le Magistrat. Cette règle a été respectée pour laisser son rang à chaque autorité.

1. **Exploitation des données**

L’exploitation des données a permis d’établir le présent **rapport partiel qui concerne seulement les wilayas de l’Assaba et du Guidimakha**.

*Un rapport général suivra prenant en compte toutes les wilayas visitées. Dans ce rapport, on trouvera des éléments d’appréciation tels :*

*1) Une classification des données :*

* *en fonction des départements et wilayas ;*
* *selon l’outil utilisé : questionnaire ou guide d’entretien ;*
* *Selon la catégorie d’acteurs (autorités administratives, élus, membres du personnel judicaire, autorités sécuritaires).*

*2) Une étude comparée des réponses justes et des autres réponses ;*

*3) Le point des connaissances des acteurs ;*

*4) Les faiblesses générales notées ;*

*5) Les domaines que chaque catégorie d’acteurs maîtrise le moins ;*

*6) Les conclusions et recommandations.*

**II – Résultats de l’enquête**

1. **Déroulement de l’enquête sur le terrain**

GUIDIMAGHA :

L’enquête a commencé au Guidimakha par la visite du wali auquel a été présentée l’équipe qui en avait la charge, les objectifs de la mission et son programme de travail.

Le programme de la mission a été approuvé séance tenante par le wali.

**Programme initial de la mission**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Nombre jours | lieu | Personnes a rencontrer |
| 2 jours | Sélibaby | * Wali et conseillers,
* Hakem et adjoint,
* Cdt cie et cdt grigade
* Cdt garde et chef brigade
* Dir régional sureté et com. Police
* Procureur et président tribunal, juge d’instruction
* Maire de Sélibabi
* Députés
 |
| 2 jours  | Communes de la Moughataa de Sélibaby | * Maires
 |
| 2 jours  | Wampou | * Chef d’arrondissement
* Cdt brigade gendarmerie
* Commis. Police
* Maires des communes
 |
| 1 jour  | Gouraye | * Chef d’arrondissement
* Cdt brigade gendarmerie
* Commis. Police
* Maires des communes
 |
| 1 jour | Guabou | * Chef d’arrondissement
* Cdt brigade gendarmerie
* Commis. Police
* Maires des communes
 |
| 2 jours  | Ould Yenge | * Chef d’arrondissement
* Président tribunal
* Cdt brigade gendarmerie
* Maires des communes
* Députés
 |

 Le premier entretien a été fait avec le wali et l’enquête s’est poursuivie auprès des autres autorités de la wilaya.

Dans l’ensemble toutes les autorités présentes dans la région se sont prêtées entièrement à l’enquête. Il faut cependant signaler que les occupations de certains ont quelque peu perturbé le calendrier de la mission. Initialement il était prévu de passer 2 jours dans le chef- lieu de la région (Sélibaby) mais l’équipe a été contrainte d’y passer 4 jours du fait de l’indisponibilité de certaines autorités.

La mission s’est poursuivie dans la commune de Sélibaby avant de se rendre dans les arrondissements de Wampou, Gouraye et Ghabou dans enfin le département de Ould Yenge.

**PERSONNES RENCONTREES AU GUIDIMAKHA** :

|  |
| --- |
| La mission a rencontré et interviewé à la fois les autorités administratives territoriales, les Maires, les autorités judiciaires et les autorités sécuritaires. |
| **Autorités administratives et sécuritaires** |
|  |  |  |  |
| **LIEU** | **NOM**  | **FONCTION**  | **CONTACT** |
| SELIBABY |   |   |   |
|   | DIALLO OUMAR AMADOU | WALLI DU GUIDIMAKHA | 44481030 |
|   | CHEIKH ABDELLAHI HMADE | DIRECTEUR DU CABINET | 44481028 |
|   | MOHAMED AHID TALEB AHMED SIDI YAHYA | HAKEM SELIBABY | 44481024 |
|   | NEINE OULD KHATRY | DIRECTEUR DE LA SURETE | 47699902 |
|   | MOHAMED ABDI OULD TAHER O ABASS | COMMISSAIRE DE POLICE  | 46015353 |
|   | ALLALI OULD SEYIDNA ALY | CDT CONPAGNIE GENDARMERIE | 46566697 |
|   | MOHAMED O/ MEDDALLAH | CDT BRIGADE GENDARMERIE | 46431847 |
|   |   |   |   |
| GHABOU | BEIBOU OULD MAOULOUD | CHEF ARRONDISSEMENT | 46437707 |
|   | MOHAMED MOCTAR O LEMINE | CDT BRIGANDE GENDARMERIE | 41010125 |
|   |   |   |   |
| WEMPOU | BOUH OULD TALEB | CHEF ARRONDISSEMENT | 46494946 |
|   | MOUSTAPHA O MD MAHMOUD | CDT BRIGADE GENDARMERIE | 46494773 |
|   | MOHAMED SENNY OULD MOULAYE | COMMISSAIRE DE POLICE  | 36302127 |
|   |   |   |   |
| GOURAYE | MOHAMED OULD BABAH | CHEF ARRONDISSEMENT | 46559156 |
|   | YAHYA OULD MD TFEIL | CDT BRIGADE GENDARMERIE | 48431689 |
|   | AHMEDOU OULD BOUBEKRINE | COMMISSAIRE DE POLICE  | 44484204 |
|   |   |   |   |
| OULD YENGE |   |   |   |
|   | ABDOUL AMADOU BA | HAKEM DE O YENGE | 46041422 |
|   | IVOUKOU O MOHAMED | CDT BRIGADE GENDARMERIE | 46532558 |

17 personnes

 **Maires**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| MOUGHATAA | COMMUNE | MAIRE | CONTACT |
| SELIBABY |   |   |   |
|   | SELIBABY | ALIOUN BA MAIRE ADJOINT | 46448307 |
|   | OULD MBONY | ISMAILA KAMARA | 47668720 |
|   | WOMPOU | HAROUNA DIALLO | 41101344 |
|   | ARR | ALVO MOIDI HAMOUD ADJOINT MAIRE | 46834532 |
|   | GOURAYE | HADJIRATOU KHALIDOU BA | 46496471 |
|   | GHABOU  | KHALIDOU BAKARY SYLLA | 46700515 |
|   | HASSI CHEGAR | BAKARY GANDEGA | 46881504 |
|   | AJAR |   |   |
|   | SOUVI | SIDI YAHYA TALEB AHMED | 22252851 |
|   | BAYDAM | IBRAHIMA THIOYE | 48847636 |
|   | TACHOUT | ISMAILA CAMARA | 33059907 |
| OUL YENGE | OUL YENGE | SAIDOU KANE | 46091829 |
|   | BOUANZE | SANOUNOU DOUMOU SALL | 36325992 |
|   | LEEBOULY | SIDEL MOCTAR O AHMED | 48821220 |
|   | LAHRAJ | BRAHIMA NIANA BA  | 46950071 |
|   | TEKTAKE | MOHAMED OULD ELMAMY | 44857826 |
|   | LEEWEYNATT | OUMAR SAIDOU BA | 37217933 |
|   | DAAFOR | GAGNY CAMARA | 37296448 |

17 personnes

**Magistrats**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| MOUGHATAA | NOM | FONCTION | CONTACT |
|   |   |   |   |
| SELIBABY | MOHAMED OULD IKEBROU | PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE | 22424387 |
|   |   | PRESIDENT TRIBUNAL MOUGHATAA |   |

2 personnes

**Personnes absentes au moment de l’enquête :**

* Le Président du Tribunal de la Moughattaa de Ould Yenge
* Les Hakem Adjoint de Ould Yenge et de Sélibaby
* Les Conseillers du walli de Sélibabi
* Les députés des différentes Moughataa

**WILAYA DE L'ASSABA :**

En Assaba le wali absent, la mission a été reçue par le wali adjoint auquel ont été présentés les membres de l’équipe d’enquête, les objectifs de la mission et le programme. Le wali adjoint a approuvé le programme et apporté son soutien à sa réalisation.

**Programme initial de la mission en Assaba**:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Nombre jours | Lieu | Personnes a rencontrer |
| 2 jours | Kiffa | * Wali et conseillers,
* Hakem et adjoint,
* Cdt cie et cdt brigade
* Cdt garde et chef brigade
* Dir régional sureté et com. Police
* Procureurs et présidents tribunaux, juges d’instructions
* Maire Kiffa
* députés
 |
| 2 jours  | Communes de la Moughataa de kiffa | * Maires
 |
| 2 jours  | Boumdeid | * Hakem
* Hakem adjoint
* Président tribunal
* Cdt brigade gendarmerie
* Maires des communes
* Députés
 |
|  3 jours  | Barkéol | * Hakem
* Hakem adjoint
* Président tribunal
* Cdt brigade gendarmerie
* Maires des communes
* Députés
 |

L’enquête s’est déroulée dans de bonnes conditions : elle a commencé à Kiffa et s’est poursuivie successivement à Boumdeid puis kankossa , Guérou et enfin Barkéol.

**PERSONNES RENCONREES EN ASSABA :**

**Les autorités administratives territoriales et sécuritaires**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **LIEU** | **NOM** | **FONCTION** | **CONTACT** |
| KIFFA | TOKA KOITA | WALLI ADJOINT, Wali par intérim | 22659019 |
|   | MOHAMED OULD FADEL TOURE | CONS. WALLI AFF ADM ET JURIDIQUE | 32000210 |
|   | YAHYA OULD BANOU | CONS. WALLI AFF ECO ET DEV LOCAL | 22141804 |
|   | MD ABDERRAHMANE OULD AHD DADA | CONS. WALLI AFF POLITIQUE ET SOCIALES | 46726517 |
|   | CHEICH TIJANI OULD BALLA CHERIF | HAKEM KIFFA | 22046760 |
|   | ISMAIL OULD MOHAMEDDOU | COMMISSAIRE CENTRALE  | 44002757 |
|   | MD MAHMOUD OULD LEMANE | CDT GR3 GARDE | 36442240 |
|   | MOHAMED OULD MOHAMDI | DIRECTEUR REGIONALE SURETE | 22055306 |
|   | BRAHIM OUL BRAHIM | CDT COMPAGNIE GENDARMERIE | 36306464 |
|   | MOCTAR OULD ELY ABEIBEK | CDT BRIGADE KIFFA | 46755190 |
|   |   |   |   |
| KANKOSSA | BA AMADOU ALIOUNE | HAKEM DE KANKOUSSA | 44481014 |
|   | HAMOUD O CHEIKHNA | CDT BRIGADE KANKOSSA | 32327862 |
|   |   |   |   |
| HAMOD | HOUSSEIN OULD SIDI MOHAMED  | CHEF ARRONDISSEMENT HAMOD | 44481015 |
|   | CHERIF OUL MOHAMED | CB HAMOD | 36693630 |
|   |   |   |   |
| BOUMDEID | HACEN OULD AHMED MAALOUM | HAKEM BOUMDEID | 44481023 |
|   | AHMED SALEM OULD MD EL MOCTAR | CB BOUMDEID | 46557008 |
|   |   |   |   |
| GUEROU | MOHAMED CHEICH OULD SOUEDI | HAKEM  | 44481023 |
|   |   | Commis POLICE |   |
|   | OULD WALIBE OULD AHMED BOUNA | CB GUEROU | 26229591 |
|   |   |   |   |
| BARKEOL | MD VALL OULD BA OULD ELBOU | HAKEM | 44481021 |
|   | ELY CHEIKH O ABDELLAHI | HAKEM ADJOINT | 47505544 |
|   | EBAYE OULD BAH | CB BARKEOL | 41880000 |

21 personnes

**Maires**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **MOUGHATAA** | **COMMUNE** | **MAIRE** | **CONTACT** |
|   |   |   |   |
| KIFFA | KIFFA | MOHAMED OULD AHMED LEEBEID Adjoint | 20213265 |
|   | ELMELGUE | MHEIMED OULD SIDAHMED 1ier adjoint | 22110010 |
|   | NOUAMLEINE | MOHAMED OULD AHMED YAHYA | 22391500 |
|   | KOUROUJEL | MOHAMED LEMINE OULD SIDI | 36442367 |
|   | LEGRANE | MHADY O MHAIMED 1ier adjoint | 46840566 |
|   | AGHAOURAT | YAHYA OULD BABA ABD | 20213265 |
|   |   |   |   |
| BARKEIWEL | BARKEIWEL | HACEN OULD MOHAMED ABD | 46449670 |
|   | BOULEHRATH | ITAWAL OUMROU MACIRE | 46994781 |
|   | RDHEIDIE | CHEICK BOUYE OULD ABA | 49565777 |
|   | ELGHABRA | DAHMOUDI OULD ZEIN | 46791616 |
|   | DAGHVEG | LIMAM OULD LEMRABOTT | 46171849 |
|   | GUILEYRE | MOUSSA O AMEY | 46402892 |
|   | LEBHEYRE | MOHAMED OULD MOHAMED ELY | 49184681 |
|   | LAAWEISSI | SADVA O VATINOUM | 47982401 |
|   |   |   |   |
| KANKOSSA | KANKOSSA | MOHAMEDOU OULD MOHAMED LEMINE | 22434748 |
|   | HAMOD | YOUSSOUF OULD MOHAMED MAHMOUD | 41202952 |
|   | BLAJMIL | NJAMA MOCTAR | 44061521 |
|   | TENAHA | MOHAMED VALL OULD BABA | 41654152 |
|   | SANNI | MOHAMED EL MOUSTAPHA O SIDI MD | 46507178 |
|   |   |   |   |
| GUEROU | GUEROU | CHEIKH OULD MOCTAR | 22345360 |
|   | OUEID JRID | SALEM OULD ABDI | 32255617 |
|   | KAMOUR |   |   |
|   | ELKHAYRE | MD MAHFOUD OULD MD EL MOUSTAPHA | 46791616 |
|   |   |   |   |
| BOUMDEID | BOUMDEID | EL MOCTAR OULD KHAY | 46474775 |
|   | HSEY TINE | ABDI ISMAIL | 22099884 |
|   | LEVTAH | MD O/ ABDERRAHMAN O/ CHEICH | 47404795 |

26 personnes

**Magistrats**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| MOUGHATAA | NOM | FONCTION | CONTACT |
| KIFFA | CHEIKH OULD MOHAMED MAHMOUD | PROCUREUR GENERAL PRES LA COUR D'APPEL | 22424261 |
|   | EL MOUSTAPHA HMEDNAH SAID | PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE | 36364705 |
|   | MOUSTAPHA MD AHMED | PRT CHAMBRE D'ACCUSATION ET CHAMMBRE COMMERCIALE | 22424169 |
|   | MOUSTAPHA O SIDI MAHMOUD | PRT CHAMBRE PENAL | 22424168 |

**Personnes absentes au moment de l’enquête :**

* Hakem adjoints de KIFFA, KANKOSSA, GUEROU ET BOUMDEID
* Les présidents des tribunaux des différentes Moughataa
* Les députés

**2- Résultats**

Sont présentées ici , les réponses données à chaque question, en attendant leurs interprétation et analyse dans une prochaine étape.

**A : Enquête auprès des autorités administratives et sécuritaires** : (personnes enquêtées 38)

1 - L’adhésion de la Mauritanie à toutes les Conventions relatives aux droits de l’homme et notamment celles relatives à l’esclavage (1926), à l’abolition de l’esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l’esclavage (1956), la Convention sur les pires formes de travail des enfants (1999), en plus d’autres facteurs, a amené le pays à adopter la loi n° 2015 – 031 du 10 septembre 2015 portant incrimination de l’esclavage et réprimant les pratiques esclavagistes et à la ratification par la Mauritanie en 2016 du Protocole de 2014 sur la Convention 29 de l’OIT sur le travail forcé. Avez – vous reçu copie de cette loi ? Si oui, par quel canal ?

La réponse à cette question a été à 100% non

2 – Auriez – vous reçu une Circulaire ou une Instruction de vos supérieurs, interprétative de cette loi et précisant votre rôle dans sa mise en œuvre ?

La réponse à cette question a été a 100% non

3 – L’esclavage est une forme de travail forcé ou obligatoire. A ce titre il doit être éradiqué. Des mesures particulières sont nécessaires pour aboutir à l’effectivité de son abolition. Lesquelles selon vous ?

Aucune personne n’a reconnu l’existence de l’esclavage en Mauritanie. Cependant tous ont reconnu l’existence de séquelles qui nécessitent des mesures particulières à entreprendre. Les mesures suggérées par les uns et par les autres sont :

* La sensibilisation des populations sur la nouvelle loi
* La généralisation des services sociaux de base (éducation, santé, eau ect….)
* L’amélioration du revenu des personnes victimes des anciennes pratiques d’esclavage.

Nombre de réponses par mesures :

|  |  |
| --- | --- |
| mesures | Nombre de fois suggérée |
| sensibilisation | 38 |
| Généralisation services sociaux | 20 |
| Amélioration du revenu | 38 |

4 – Auriez –vous entrepris, organisé ou pris part à une action de sensibilisation des populations de votre circonscription autour de cette loi ? Quand ? Comment ? Est – ce que vous pensez que cette action est nécessaire ? Pourquoi ? Qu’en dit la loi elle – même ?

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| questions | oui | Non |
| Auriez –vous entrepris, organisé ou pris part à une action de sensibilisation des populations de votre circonscription autour de cette loi ? Quand ? Comment ? |  | 38 |
| Est – ce que vous pensez que cette action est nécessaire ? | 38 |  |

A la question pourquoi ? Les réponses ne sont évidemment pas identiques mais il faut noter que presque toutes les personnes interrogées estiment que le changement de mentalités vis-à-vis de ce problème est nécessaire et qu’une large vulgarisation de la loi va certainement contribuer à ce changement.

Pour ce qui est de la question : qu’en dit la loi elle-même ? Personne ne connait ce que dit la loi

5 – La loi de 2015 définit l’esclavage et les pratiques esclavagistes. Pouvez – vous en parler ?

La définition qu’en donne la loi n’est connue par personne ; cependant chacun s’est évertué à en donner une définition ; et toutes leurs définitions se rapprochent de la notion de travail forcé sans contrepartie.

6 – D’après vous, et sur la base des dispositions de ladite loi, l’esclavage qui est une infraction est – il :

* Une contravention ?
* Un délit ?
* Un crime ? Quel type de crime ?

|  |  |
| --- | --- |
| Questions | Nombre |
| Une contravention  | 0 |
| Un délit  | 2 |
| Un crime  | 30 |
| Ne connait pas | 6 |

NB : sur les 36 individus qui le qualifient de crime 5 seulement savent que la loi le classe comme étant un crime contre l’humanité.

7 – Quelles sanctions pourraient être prononcées contre les auteurs ou complices des infractions énumérées par la loi ?

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
| connait | 0 |
| Ne connait pas  | 38 |

8 – A quoi s’exposerait l’auteur de ces sanctions lorsqu’il est lui – même fonctionnaire, officier public, dépositaire ou agent de l’autorité publique ou de la force publique ?

|  |  |
| --- | --- |
| Réponses | Nombre |
| connait | 0 |
| Ne connait pas  | 38 |

9 – L’ordonnance 2007 – 036 du 17 avril 2007 portant institution du Code de procédure pénale vous confère la qualité d’officiers de police judiciaire. De cette qualité découle pour vous une obligation prescrite par la loi de 2015 lorsque des dénonciations de pratiques esclavagistes sont portées à votre connaissance. Pouvez – vous dire qu’elle est cette obligation et qu’est – ce qu’elle implique pour vous en termes de mesures à prendre ?

|  |  |
| --- | --- |
| Réponses | Nombre |
| connaît | 9 |
| Ne connait pas  | 29 |

NB : tous les policiers et gendarmes connaissent cette obligation

10 – Des juridictions ont été instituées pour connaître des infractions relatives à l’esclavage et aux pratiques esclavagistes. Quelle est leur dénomination exacte ? Où se trouve le siège de cette juridiction pour votre circonscription ?

|  |  |
| --- | --- |
| Réponses | Nombre |
| connaît | 20 |
| Ne connait pas  | 09 |

11 – Quels sont les droits des victimes de l’esclavage ou des pratiques esclavagistes ?

|  |  |
| --- | --- |
| Réponses | Nombre |
| Connaît | 0 |
| Ne connait pas  | 38 |

12 – Depuis 2015, avez – vous été confronté à un cas d’esclavage ou de pratique esclavagiste ? Si oui, racontez.

|  |  |
| --- | --- |
| Réponses | Nombre |
| Oui | 0 |
| non  | 38 |

13 – La loi 2015 vous paraît – elle d’application aisée ? Des difficultés ? Eventuellement qu’est – ce que vous proposeriez ?

|  |  |
| --- | --- |
| Réponses | Nombre |
| oui | 0 |
| non  | 38 |

**B : Enquête auprès des magistrats** :

1 – Pouvez – vous parler du rapport en général entre d’une part les traités et accords ratifiés ou approuvés et publiés par la Mauritanie et d’autre part les lois nationales ?

Les réponses sont des cours de droit qui méritent une précision. Presque tous s’accordent à dire qu’il y’a une relation qu’ils ne définissent pas explicitement.

2 – Laquelle des deux catégories de textes a prééminence sur l’autre ? Qu‘est – ce que cela entraîne pour le juge que vous êtes ?

En termes d’hiérarchie les magistrats donnent la prééminence aux traités et accords ratifiés ou approuvés et publiés par la Mauritanie mais considèrent que le juge ne peut appliquer que les lois nationales.

3 – Le Protocole de 2014 relatif à la Convention no. 29 de l’OIT sur le travail forcé a été ratifié par la Mauritanie en mars 2016. Avez – vous eu connaissance de ce texte ?

La réponse est non pour tous les magistrats

4 – L’adhésion à ce texte ainsi qu’à toutes les conventions relatives aux droits de l’homme et notamment celles relatives à l’esclavage (1926), à l’abolition de l’esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l’esclavage (1956), la convention sur les pires formes de travail des enfants (1999), et d’autres facteurs conjugués, ont amené la Mauritanie à adopter la loi 2015 – 031 du 10 septembre 2015 incriminant l’esclavage et réprimant les pratiques esclavagistes. Est – ce que vous utilisez ces deux catégories de textes comme instruments de travail ou seulement la loi nationale?

Seulement la loi nationale

5 – En tant que Magistrat, comment avez – vous reçu copie de la loi de 2015 ? Par le canal de votre hiérarchie ? Par le Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie ? Autres canaux ?

Par le canal du journal officiel est la réponse de tous les magistrats

6 – Quelles mesures de vulgarisation ont été prises pour vous permettre de bien connaître la loi de 2015 : son contenu, sa signification et sa portée et enfin ce qu’elle implique pour le juge que vous êtes ?

aucune

7 - Savez – vous que la formation sur la loi de 2015 - 031 est obligatoire ?

non

8 – La loi de 2015 – 031 donne une définition de l’esclavage et assimile certaines pratiques à l’esclavage. Pouvez – vous en parler ?

Les réponses ont été des définitions partielles dans l’ensemble

9 – Selon vous, les peines prévues à l’encontre des auteurs de l’infraction d’esclavage sont –elles à la hauteur de ce crime ? Parlez de ces peines ! Quelles peines s’appliquent à l’infraction de crime contre l’humanité au niveau de la Cour Pénale Internationale ?

Tous estiment que les peines sont à la hauteur du crime mais ne connaissent pas les peines qui s’appliquent à l’infraction du crime contre l’humanité au niveau de la Cour Pénale Internationale.

10 – Aussitôt informé de faits relatifs à l’esclavage, que feriez – vous ? Quelles mesures légales ou réglementaires sont prévues en pareil cas ? Quelle est la nature de ces mesures ? Pour quels objectifs ?

Ce qui est prévu par la loi

11 – En quoi consiste, selon vous, l’assistance judiciaire ? Le bénéfice de cette assistance doit – il être garanti? Par qui ? Comment ?

Tous parlent de l’assistance judiciaire en termes de désignation d’avocat mais pas d’autres formes d’assistance.

12 – Comment apprécier le préjudice subi par la victime ? Y a t – il des mécanismes pour ce faire ?

Pour tous l’appréciation est laissée au juge qui doit définir ses propres mécanismes pour ce faire

13 – Quelles mesures prendre pour préserver les droits à réparation de la victime ? Fondement juridique de ces mesures ? Est – ce qu’elles vous paraissent adaptées ?

La réponse à cette question a été un discours de droit

14 – Depuis votre prise de fonction, combien de cas ont été présentés devant votre juridiction ? Combien de cas réglés ou restent à régler ? Comment expliquez – vous ce résultat ?

non

15 – Quelles difficultés rencontrez – vous éventuellement pour la mise en œuvre de la loi 2015 ? Avez – vous des propositions de solution ?

La seule difficulté évoquée est la dépendance d’une juridiction éloignée (Néma)

**C : Enquête auprès des maires et élus** : (personnes enquêtées : 43)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **QUESTIONS** | **oui** | **Non** |
| **Section 1 : Généralités** |  |  |
|  Est – ce que la loi n° 2015 – 031 du 10 septembre 2015 portant incrimination de l’esclavage et réprimant les pratiques esclavagistes incriminant l’esclavage vous été transmise par la voie officielle ?  |  | 43 |
| Que pensez – vous de la formation des acteurs sur la loi 2015–031 ? Nécessaire ?  | 43 |  |
|  Avant cette loi, l’Etat avait adopté plusieurs stratégies :* Stratégie Nationale d’Eradication des Séquelles de l’Esclavage
* Stratégie Nationale d’Accès à la Justice
* Stratégie Nationale de Protection Sociale

Est–ce que des rôles précis vous ont été attribués par ces Stratégies? |  | 43 |
| Savez – vous de quoi parle la Convention No. 29 (OIT) sur le travail forcé (1930) et le Protocole de 2014 ratifié par la Mauritanie ?  |  | 43 |
| **Section 2 : Définitions** |  |  |
| Savez – vous comment la loi définit l’esclavage ? |  | 43 |
| La loi définit un certain nombre d’actes qu’elle qualifie de pratiques esclavagistes : savez – vous de quels actes il s’agit ?  |  | 43 |
| L’esclavage est une infraction à la loi. Est – ce une contravention |  |  |
| L’esclavage est une infraction à la loi. Est – ce un délit | 2 |  |
| L’esclavage est une infraction à la loi. Est – ce un crime  |  | 38 |
| L’esclavage est une infraction à la loi. Est – ce un crime contre l’humanité | 3 |  |
| **Section 3 : Dispositions générales de la loi** |  |  |
| Connaissez – vous les types de peines prévues contre les auteurs et complices de pratiques esclavagistes ?  |  | 43 |
| Amende ? |  | 3 |
| Emprisonnement ? | 40 |  |
| Interdiction de droits civiques ?  |  |  |
| Cumul de peines ?  |  |  |
| Savez–vous dans quel cas la loi parle de circonstance aggravante ?  |  | 43 |
| **Section 4 : Infractions et sanctions** |  |  |
| Connaissez –vous les peines minimales et les peines maximales prévues par la loi en cas de pratiques esclavagistes ?  |  | 43 |
| **Section 5 : Procédures** |  |  |
| La loi inscrit une obligation faite à l’Etat permettant une bonne vulgarisation de l’incrimination de l’esclavage : la connaissez – vous ?  |  | 43 |
| Si oui, savez – vous quels acteurs peuvent en être les bénéficiaires ?  |  |  |
| Savez- vous quelle juridiction est compétente en matière d’esclavage et de pratiques esclavagistes ?  | 10 | 33 |
| Certaines personnes morales peuvent ester en justice et même se constituer en parties civiles au profit des victimes de l’esclavage et de pratiques esclavagistes : les connaissez – vous ?  |  | 43 |
| Les victimes ont –elles droit à l’assistance judiciaire ?  | 3 | 40 |
| Et aux frais de justice?  | 3 | 40 |
| Savez – vous quelle mesure essentielle doit prendre le juge en faveur des victimes lorsqu’il est saisi d’une infraction relative à l’esclavage ou aux pratiques esclavagistes ?  |  | 43 |
| Pensez– vous qu’il y ait des obstacles à la mise en œuvre de la loi de 2015 ?  |  | 43 |

1. **Conclusion**

L’enquête s’est déroulée dans de bonnes conditions. Elle a pu couvrir les deux wilayas sans difficultés majeures. Hormis l’absence des députés qui étaient en session parlementaire à Nouakchott, le nombre de personnes concernées ne se trouvant pas sur les lieux était faible.

Mais l’enquête auprès des députés pourrait être envisagée à Nouakchott – même pendant une session parlementaire.